



Christine LAGARDE,
Ministre de l'Economie, de l'Industrie et de l'Emploi
et
Eric WOERTH,
Ministre du Budget, des Comptes publics et de la Fonction publique

Présentation du Projet de Loi de Finances rectificative pour 2009

Conseil des Ministres du 4 mars 2009

<http://www.minefe.gouv.fr>
<http://budget.gouv.fr>

Contacts :

Cabinet de Christine LAGARDE : Jean-Marc PLANTADE / Elisa GHIGO/ Bruno SILVESTRE : 01 53 18 41 35
Cabinet de Eric WOERTH : Eva QUICKERT-MENZEL / Daniel BALDAIA / Aurélie HERZ : 01 53 18 42 96



PROJET DE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE POUR 2009



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
DE L'INDUSTRIE ET DE L'EMPLOI



MINISTÈRE DU BUDGET
DES COMPTES PUBLICS
ET DE LA FONCTION PUBLIQUE



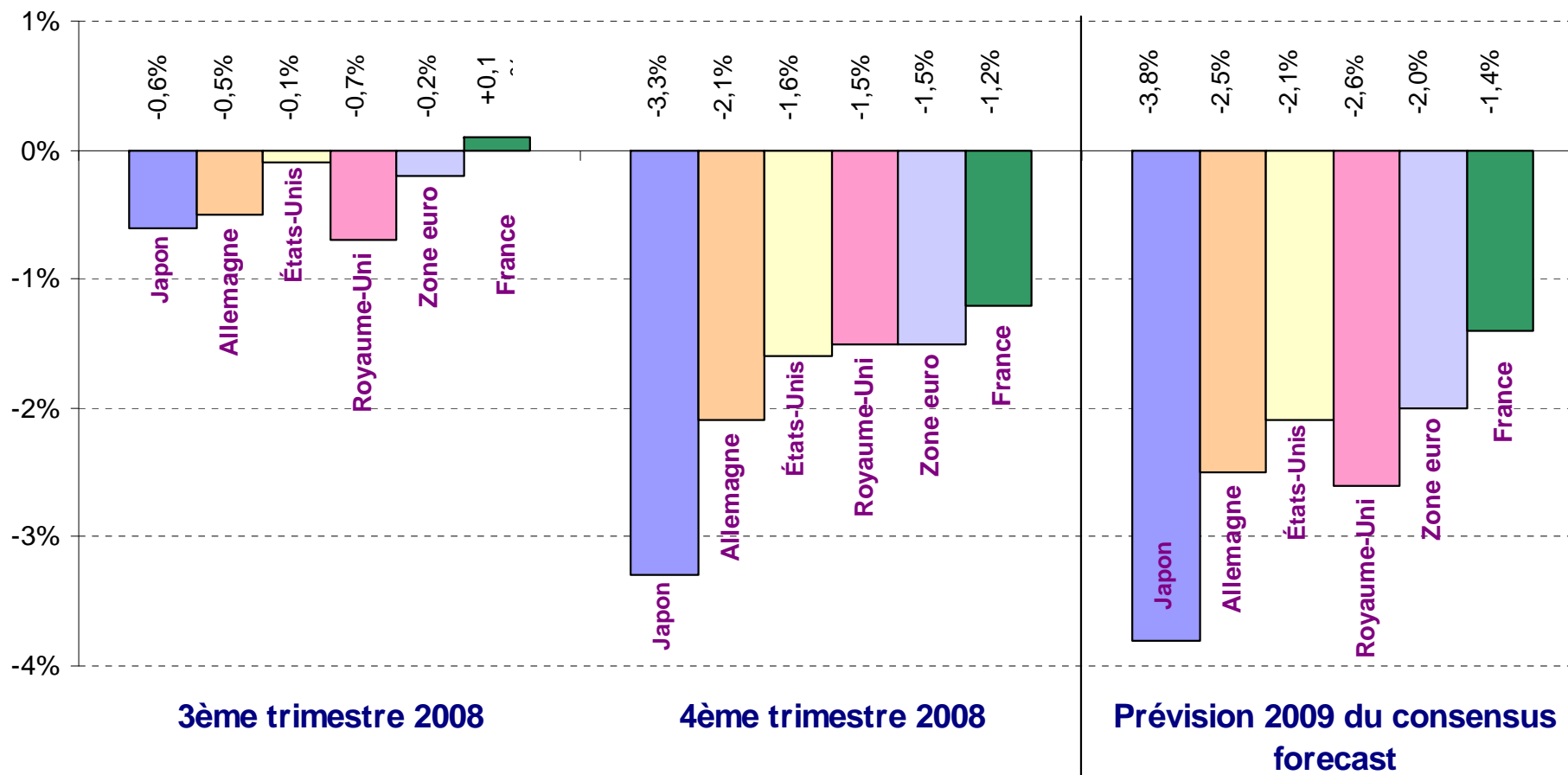


Situation macroéconomique



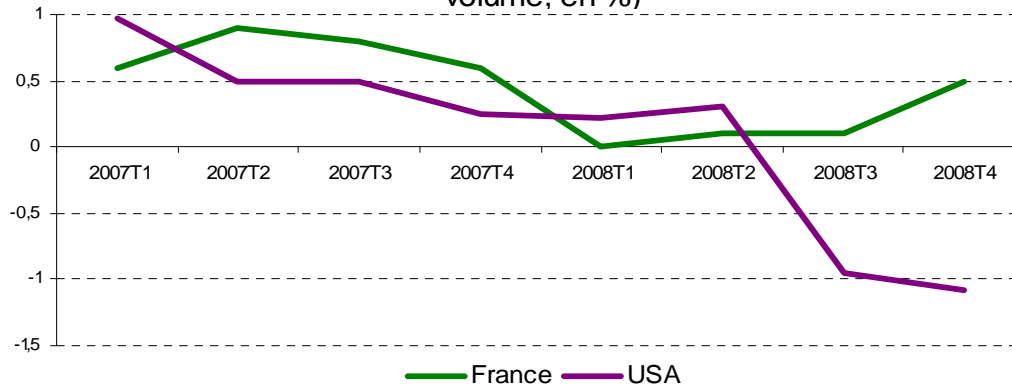
Dans un contexte de crise mondiale, la France résiste mieux que ses partenaires

Taux de croissance du PIB (en %)



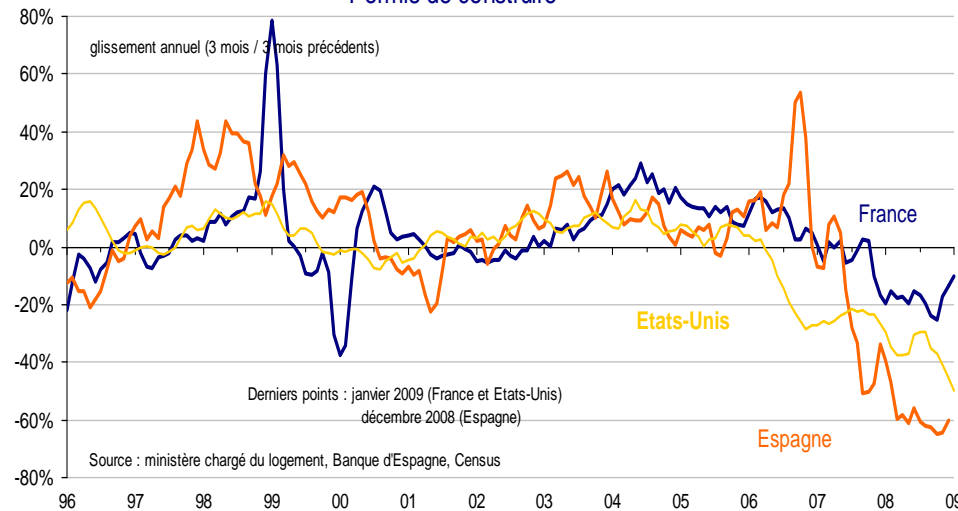
Facteurs de résistance en France fin 2008

Variation trimestrielle de la consommation des ménages (en volume, en %)



- **La consommation des ménages ne s'est pas repliée**

Permis de construire



- **Un ajustement du marché immobilier moins intense que dans d'autres pays**
- **Un plan d'urgence pour sauvegarder le secteur bancaire assis sur des principes clairs et mis en œuvre dès octobre.**

Principales prévisions

▲ PIB

- ▶ - 1,5%, en 2009
- ▶ + 1,0%, en 2010

▲ Inflation

- ▶ 0,4% en 2009 (vs 2,8% en 2008)
- ▶ 1,4% en 2010. [*Brent 43\$; 1€=1,32\$*].

▲ Marché du travail

- ▶ 4ème trimestre 2008 : emploi salarié marchand - 88.700 dont - 77.000 dans l'intérim
- ▶ prévision 2009 emploi total : - 290.000 dont - 350.000 dans le secteur marchand
- ▶ prévision 2010 emploi total : +33.000 avec destructions d'emplois presque nulles dans le secteur marchand (-20.000)



**Mise en perspective
de la politique économique**



L'action du Gouvernement pour faire face à la crise

- Plan PME de 22 Mds€ : 2 octobre 2008
- Sommet des chefs d'Etat de la zone euro : 12 octobre 2008
- Création du FSI : 19 décembre 2008
- Plan de soutien aux banques : 16 octobre 2008 50,5Mds€ décaissés
- Sommet de Washington : lancement du G20 le 15 novembre 2008
- Plan de relance de 26 Mds€ : 4 décembre 2008
- **Pacte automobile : du 9 février 2009 suites des Etats généraux de l'automobile du 20 janvier 2009**
- **Sommet social : le 18 février 2009**
- Réunions du G20 à Londres : en mars et avril 2009
- Formation professionnelle : projet de loi au printemps 2009
- Réforme de la Taxe professionnelle

PLFR



Les mesures du PLFR



Traduction budgétaire du Pacte automobile

▲ Financement de la filière automobile

- ▶ financement des constructeurs : **prêts participatifs de 6,5Mds€**
- ▶ financement de l'innovation : **prêts bonifiés de 250 M€ à 6%**
(sur deux ans dont 150 cette année)

▲ Fonds de garantie pour les prêts octroyés aux équipementiers et sous-traitants (dotation budgétaire de **240 M€**)


- ▶ garantir **jusqu'à 90%** pour les PME et ETI de la filière
- ▶ garantir (en plus des 5 Mds€ du plan de relance) jusqu'à 1 Md€
supplémentaires à la filière automobile

**Annoncé par le Président de la République du 9 février 2009*


Les suites du Sommet Social du 18 février 2009 : création d'un **Fonds d'Investissement Social**

- ▲ Un fonds souple, financé par l'Etat et les partenaires sociaux pour coordonner les efforts en faveur de l'emploi et de la formation professionnelle
- ▲ Le montant reste fixé à environ **2,5 Mds€**
- ▲ Un fonds géré dans le respect de l'autonomie de chacun des financeurs et des gestionnaires des différents dispositifs
- ▲ Un fonds doté d'une cellule de veille composée des mêmes partenaires et des grands opérateurs de l'emploi pour évaluer l'action et proposer en temps réel les ajustements nécessaires

➔ En plus des **500 M€** déjà votés, l'Etat apporte **800 M€** supplémentaires dans le PLFR pour ce fonds



**Réduction exceptionnelle
des deux tiers
d'impôt sur le revenu 2008**



Baisse des 2/3 de l'IR pour les contribuables de la tranche d'imposition à 5,5%

6 millions de foyers vont voir leur impôt diminuer

▲ Qui est concerné ?



Ceux dont le **revenu net 2008** est, par part :
- compris entre **5852 €** et **11 673 €** ;
- inférieur à **12 475 €** avec un **avantage dégressif** pour éviter les effets de seuils .

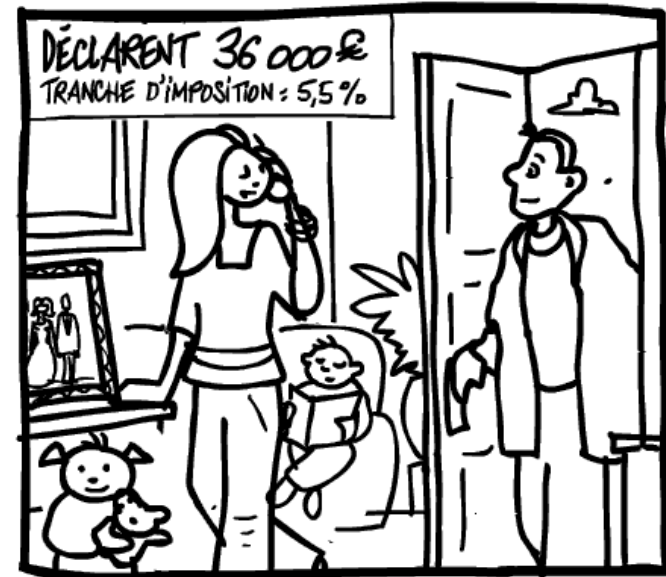
1,1 milliard d'euros
de gain de pouvoir d'achat



Tranche à 5,5% : gain moyen **200€**
Début de la tranche à 14% : gain moyen **130€**

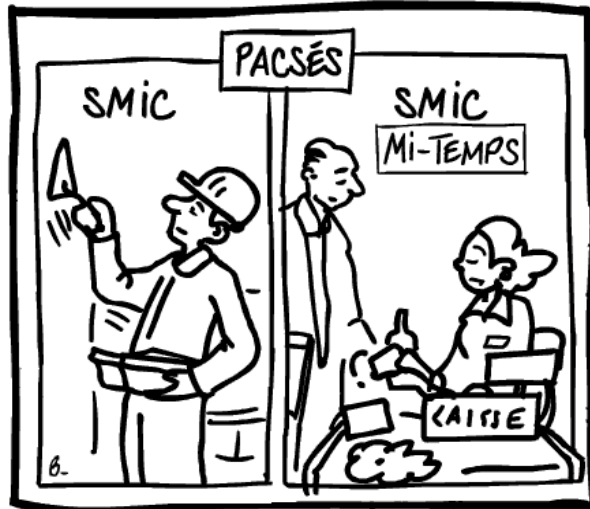
La famille Duval, un couple avec deux enfants, seule Mme Duval travaille

- ▲ Ils déclarent un revenu de : **36 000 €**
- ▲ Tranche d'imposition : **5,5%**
- ▲ Le montant d'impôt issu de ce barème est de **793 €**
- ▲ Leur réduction d'impôt : **528 €**



Aline et Sébastien sont **pacsés** et touchent le **SMIC**, Aline travaille à temps partiel

Pacsés, ils touchent le **SMIC** et Aline travaille à temps partiel à **80%**, ils déclarent **23 650 €**



Tranche d'imposition : **5,5%** , le montant d'impôt issu de ce barème est de **359 €**

Avec la prime pour l'emploi de **1 492 €**, ils ne sont pas imposés mais bénéficient d'un chèque du Trésor Public de **1133 €**

Ils bénéficient d'un avantage de **2/3** de leur impôt : **240 €**

Leur restitution finale est de **1 373 €**
(1133+240)



Sonia, seule avec un enfant, travaille à plein temps et fait des heures sup.

Sonia déclare un revenu de **25 000 €** (environ 2xSMIC) et **1200 €** d'heures supplémentaires exonérées d'impôts



Tranche d'imposition : **5,5%** , le montant d'impôt issu du barème est de **460 €**; avec la prime pour l'emploi son impôt à payer est de **388 €**



La réduction d'impôt est de **306 €**

M. et Mme Baltan, mariés deux enfants, seul M. Baltan travaille

Seul M. Baltan a un emploi
salaré et déclare **40 000€**
(équivalent à 3,1xSMIC)



Tranche à 14% : le montant
d'impôt dû est de 1 098 €
Mais comme le **revenu par
part est < 12 475 €**, la famille
bénéficie de l'allégement
dégressif

La réduction d'impôt est de
379 €



Allégement de l'impôt sur le revenu : une mise en œuvre sans formalité particulière

- ▲ Les contribuables déclareront leurs revenus de 2008 dans les conditions habituelles
- ▲ A titre conservatoire, les contribuables qui relevaient de la tranche à 5,5% l'an dernier verront leur 2^{ème} tiers ou leurs mensualités suspendus sans formalité (à compter du mois de mai, pour les mensualités)
- ▲ Les contribuables qui bénéficient d'une restitution d'impôt sont également concernés (leur nombre est évalué à 2 millions) : ils bénéficieront de la baisse des 2/3 de l'impôt brut en septembre et obtiendront une restitution plus importante.




Evolution des finances publiques




Les ouvertures du collectif : deux catégories

▲ Des mesures complémentaires du plan de relance : 9,6 Md€

Mesures du sommet social	2,6	→ Allègement de l'IR en 2009	1,1 Md€	 Ouvertures non gagées Dépenses non pérennes Imputées sur la mission « Relance » ou compte de prêts
		→ Fonds d'investissement social	0,8 Md€	
		→ Aide aux familles modestes	0,45 Md€	
		→ Distribution de bons d'achat	0,3 Md€	
Mesures en faveur de l'automobile	6,9	→ Prêts aux constructeurs automobiles	6,5 Md€	
		→ Prêts pour le soutien à l'innovation	0,15 Md€	
		→ Soutien aux sous-traitants (OSEO)	0,24 Md€	
Autres	0,1	Autres	0,05 Md€	

▲ Des ouvertures traditionnelles de collectif : 0,3 Md€

Forêt / agriculture	→ Mesures suite à la tempête Klaus	0,09 Md€	 Ouvertures gagées par des annulations de réserve de précaution Imputées sur les autre missions
Presse	→ Mesures Etat généraux de la presse	0,15 Md€	
Jeunes	→ Abondement du fonds jeunes 2009	0,03 Md€	

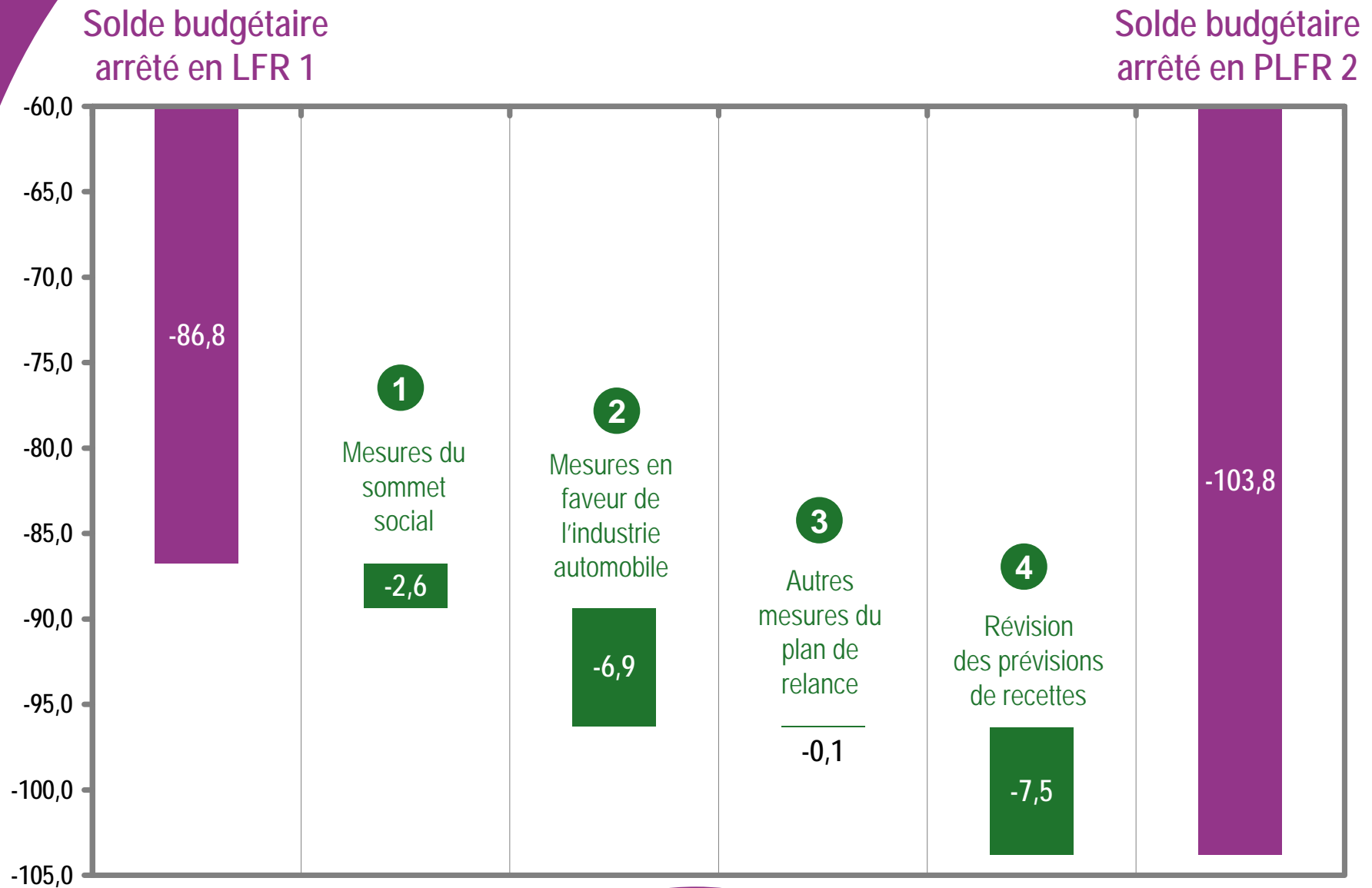
La révision des prévisions de recettes

(Hors impact de la mesure d'allègement de l'IR)

	2008	2009			Ecart
	EXECUTE	LFI	LFR 1	PLFR 2	PLFR2 /LFR1
Impôt net sur le revenu (IR)	51,8	52,5	52,5	50,4	-1,0
Impôt net sur les sociétés (IS)	49,2	42,4	37,9	37,4	-0,5
TIPP	16,1	15,3	15,3	15,1	-0,2
Taxe sur la valeur ajoutée (TVA)	129,8	132,7	130,2	126,7	-3,5
Autres recettes fiscales nettes	18,4	16,5	16,5	15,4	-1,1
Recette fiscales nettes	265,3	259,4	252,4	245,0	- 6,3

Recettes non fiscales : recettes des participations de l'Etat et de la CDC	- 1,8
Recettes non fiscales : rémunération de la garantie à la SFEF	+0,7
Recettes des budgets annexes	- 0,1
Evolution totale des recettes	- 7,5

De la LFR 1 au PLFR 2



Le solde budgétaire issu des 2 derniers collectifs

Déficit structurel

poursuivre l'effort structurel de maîtrise des dépenses

-42,2

Le déficit budgétaire hors mesures de relance s'établit à - 42 Md€

Déficit « de crise »

Impact temporaire, mesures non pérennes

-30,0

-61,6

Impact des stabilisateurs automatiques sur les recettes :

deux années de progression spontanée des recettes quasi-nulle (et même négative pour les recettes non fiscales) entre 2007 et 2009 :

→ Moindre recettes fiscales : 26 Md€

→ Moindre recettes non fiscales : 4 Md€

Impact des dépenses de relance :

→ Plan de relance : 19 Md€

→ Mesures complémentaire (sociales, auto) : 2,9 Md€

-21,9

Prêts et participations :

→ Fonds stratégique d'investissement : 3 Md€

→ Prêts automobile : 6,7 Md€

-9,7

TOTAL

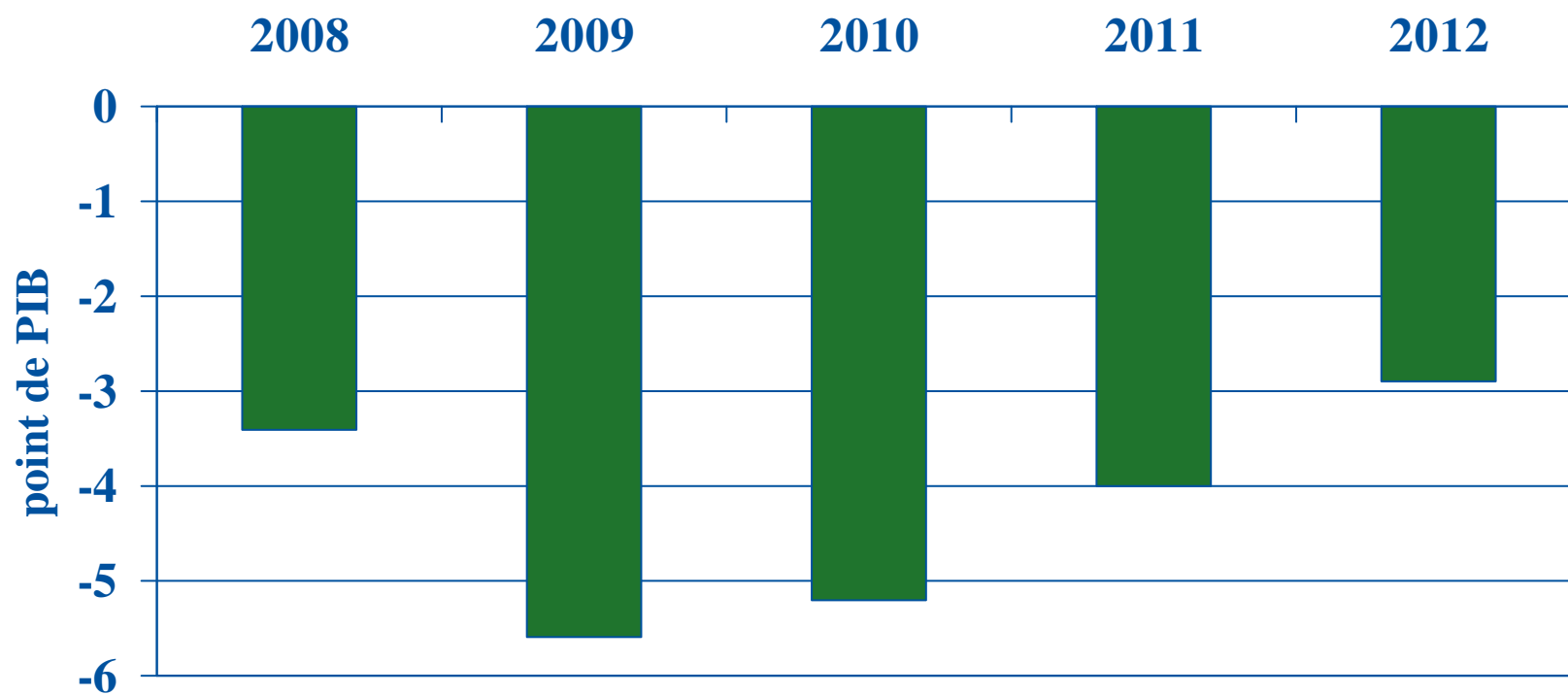
- 103,8 Md€

Principaux chiffres de finances publiques

<i>Point de PIB</i>	2008	2009
Déficit public	-3,4	-5,6
Taux de prélèvements obligatoires	42,9	42,5
Taux de croissance de la dépense publique (%)	1,2	3,2
Dettes publiques	67,3	73,9 (*)

(*) dont 1,5 point de PIB au titre du soutien aux banques, au secteur automobile et des liquidités du FSI

Evolution du déficit public



Des mesures de trésorerie qui soutiennent déjà pleinement les entreprises

<i>Demandes de remboursements déposées du 1er janvier au 1er mars (en millions d'euros)</i>	2008	2009
Remboursements d'excédents d'IS	45	3 187
Reports en arrière de déficits	116	981
Crédit impôt recherche	43	1 267
TOTAL	204	5 435

Sur ces 5,4 milliards d'euros de demandes déposées, des remboursements ont déjà été réalisés pour 3,9 milliards d'euros.

Par ailleurs, *alors que cette faculté leur est ouverte depuis trois semaines*, la mensualisation des remboursements de crédits de TVA a déjà été demandée par 4 334 entreprises et a donné lieu à des versements de 136 millions d'euros au total.

Scénario macroéconomique 2009-2010 et trajectoire pluriannuelle de finances publiques

La faillite de la banque américaine Lehman Brothers en septembre 2008 a considérablement aggravé une crise financière globale qui s'est très rapidement propagée à l'économie réelle dans le monde entier. Dès le 25 septembre à Toulon, le Président de la République avait souligné l'ampleur de cette crise, fruit des excès du secteur financier qui nécessite une régulation renforcée et une moralisation du capitalisme.

Aux **Etats-Unis**, la situation du secteur financier est restée fragile et celle des banques américaines est toujours dégradée. Les *spreads* sur le marché interbancaire américain se sont sensiblement détendus depuis le mois d'octobre (passant de 360pdb à environ 100pdb début mars sur l'échéance 3 mois) mais leur niveau reste élevé. La correction sévère du secteur immobilier américain, amorcée dès l'année 2006, n'a toujours pas atteint de point bas. Dans la sphère réelle, **la baisse de l'activité aux Etats-Unis a atteint -1,6% du PIB au 4^{ème} trimestre 2008 (en rythme trimestriel). La moitié de ce repli est imputable à la consommation** des ménages, dont le moral ne cesse de se détériorer. De fait, 598 000 emplois ont été détruits aux Etats-Unis en janvier (après -577 000 en décembre). Sur l'année 2008, 3 millions d'emplois américains ont été détruits. Le taux de chômage augmente rapidement pour atteindre 7,6% de la population active en janvier (après 7,2% en décembre).

En Asie, la fin de l'année 2008 a été caractérisée par un ralentissement du PIB plus rapide qu'attendu dans **une zone où l'activité est étroitement liée aux exportations et à l'activité mondiale**. Les premiers signes d'une contraction brutale du commerce mondial sont apparus en Asie, avec des **baisse spectaculaires des exportations japonaises, chinoises, et d'Asie du Sud Est**. En particulier, l'activité japonaise a chuté de -3,3% sur les trois derniers mois de l'année.

Dans la **zone euro**, le PIB a reculé de -1,5% au 4^{ème} trimestre 2008 en lien avec la dégradation rapide du contexte international et le retournement des anticipations des entreprises, qui s'est traduit par un ralentissement prononcé de la production et une remontée du chômage. **Les situations sont néanmoins variables d'un pays à l'autre**. En Allemagne, pays plus dépendant du commerce international que ses voisins, le repli du PIB a été plus important (-2,1%).

Certains éléments de l'environnement international de la France sont plus favorables à l'activité. L'économie mondiale tire profit de la chute très sensible du cours du baril au 2^{ème} semestre 2008, reflet du ralentissement de la demande globale et facteur de stimulation pour l'activité future. Sur la période de prévision, le prix du pétrole est gelé par convention à 43\$. La zone euro commence aussi à bénéficier du repli sensible de l'euro fin 2008, qui reflète les effets d'une préférence marquée des investisseurs internationaux pour la zone dollar, jusqu'ici considérée comme plus sûre. Le taux de change euro-dollar retenu dans les prévisions est de 1,32\$=1€.

Les exemples passés montrent que les crises bancaires se résorbent lentement. Néanmoins les réactions des politiques monétaires et la coordination internationale de relances budgétaires rapides et massives devraient contribuer à écourter significativement la durée de cette crise. A ce stade l'évolution du contexte international de la France en 2009 ne devrait s'améliorer que très graduellement en cours d'année. La demande mondiale fléchirait de -8,6% en 2009 en moyenne annuelle. Elle redémarrerait très progressivement pour augmenter de +0,6% en 2010.

Après avoir été l'un des rares pays européens où l'activité a augmenté au 3^{ème} trimestre 2008 (+0,1% du PIB), la **France** a enregistré un repli brutal de son activité au 4^{ème} trimestre 2008 de -1,2% du PIB. Ce mauvais chiffre reflète pour la plus grande partie les effets d'un déstockage massif des entreprises, signe d'attentisme face à une conjoncture devenue très incertaine. Ce comportement économique est, par nature, temporaire. La crise dans le secteur automobile, commune à l'ensemble des pays producteurs, a aussi pris des proportions inquiétantes à la fin de l'année dernière mais la mise en œuvre de la prime à la casse a permis de soutenir les immatriculations au début de l'année 2009 (+0,8% en février, après +1,2% en janvier) malgré un contexte global très défavorable.

Fin 2008, l'inflation a rapidement diminué à la faveur notamment d'une baisse du prix du baril et des matières premières. Elle atteignait +0,7% sur un an en janvier, après +3,6% en juillet. Cette évolution constitue un soutien significatif au pouvoir d'achat. De fait, la consommation des ménages français a fait preuve d'une résistance notable au 4^{ème} trimestre (+0,5%) et qui s'est prolongée en janvier (+1,8% de consommation de biens manufacturés, en lien avec l'effet sur les achats d'automobiles de la prime à la casse et le succès des soldes d'hiver).

Même si à l'instar de ses partenaires elle France subit fortement le ralentissement de la croissance mondiale, **la France ne manque donc pas de facteurs de résistance dans la tourmente**. Par rapport à de nombreux autres pays, la situation de son secteur financier et du marché immobilier est significativement moins dégradée. A titre illustratif, les mises en chantier ont baissé de plus de 50% aux Etats-Unis sur un an en janvier 2009, contre moins de 20% en France sur la même période.

Dès la publication du chiffre de la croissance au 4^{ème} trimestre 2008, le Gouvernement a estimé que, dans un environnement économique international très difficile où la croissance devrait être négative en 2009 dans presque tous les pays développés, la croissance en France devrait être inférieure à -1% compte-tenu de l'acquis de croissance pour 2009 (i.e., -0,9% fin 2008).

Le projet de loi de finances rectificative pour 2009 présenté le 4 mars en Conseil des Ministres est construit sur **une hypothèse d'évolution du PIB de -1,5% pour 2009**. Ce chiffre, calculé en moyenne annuelle, reflète mécaniquement et pour une bonne part le repli de l'activité fin 2008. Il n'implique pas que la situation continue à s'aggraver courant 2009 par rapport au 4^{ème} trimestre 2008. La mise en œuvre des mesures de relance, centrées prioritairement sur l'investissement des entreprises (qui a enregistré une baisse de -1,5% au 4^{ème} trimestre 2008), permettra notamment d'éviter des défaillances d'entreprises en soulageant leur trésorerie et de maintenir l'emploi en rassurant les entrepreneurs sur leurs perspectives de débouchés.

L'exercice de prévision pour 2010 est délicat car l'ampleur de la reprise dans le monde permise par les politiques de relance dépend de nombreux facteurs, notamment internationaux. Le Gouvernement retient à ce stade **l'hypothèse d'une croissance de +1,0% en 2010 pour tenir compte des effets habituels de rebond de l'activité après une année très dégradée et d'un retour graduel à une situation économique plus normale après les chocs macroéconomiques de 2009**. L'hypothèse de croissance pour 2010 est proche du consensus des économistes qui table en février sur une croissance en France de +0,8%.

L'évolution de la **consommation** refléterait pour une bonne part une légère accélération du pouvoir d'achat moyen en 2009 (à +1,4% après +0,9% en 2008) : en particulier, les influences favorables sur le pouvoir d'achat du repli des prix et du dynamisme des prestations sociales feraient plus que compenser l'effet défavorable de la dégradation du marché du travail. La consommation ne baisserait donc pas en 2009 mais progresserait de façon limitée (+0,4%) avant d'accélérer graduellement en 2010 (+1,2%).

L'analyse des évolutions récentes montre que **l'investissement des entreprises** constitue en France la composante de la demande la plus fragilisée par la crise. L'investissement privé devrait se contracter de -7,0% en moyenne annuelle en 2009 – un ordre de grandeur qui n'est pas inhabituel en période de crise - avant de redémarrer en 2010 (+3,7%). C'est l'effort d'investissement public qui prendrait le relai de l'investissement privé en 2009 (+7,8%). Il

éviterait ainsi que la crise ne se traduise par un brusque ralentissement de l'accumulation de capital productif dans notre économie.

La contribution à la croissance en volume du commerce extérieur serait globalement neutre en 2009 (+0,0%) et légèrement négative en 2010 (-0,3%). En 2009, le repli des importations (-4,4%) serait proche de celui des exportations (-4,8%) dont l'évolution souffrirait de la chute de la demande mondiale adressée à la France. En données douanières, **le solde commercial en valeur pour les biens diminuerait sensiblement à -33,8Md€ en 2009 et -34,7Md€ en 2010 grâce à l'allègement de la facture énergétique** lié au retour du prix du baril à 43\$ (après 97\$ en moyenne en 2008).

Le repli du prix du baril expliquerait aussi pour une bonne part que **l'inflation** demeure très contenue en 2009, aux environs de +0,4% en moyenne annuelle. En 2010, la progression des prix devrait revenir à des niveaux plus proches de sa moyenne de longue période, à +1,4% en moyenne annuelle.

La progression des salaires dans le secteur marchand non agricole (+2,0% en 2009 et +2,2% en 2010) serait contenue sous l'effet de la dégradation du marché du travail qui devrait être concentrée sur 2009.

Sur le marché du travail, les entreprises ont jusqu'ici ajusté leur volume de main d'œuvre pour l'essentiel en réduisant très fortement leur recours à l'intérim et en ne renouvelant pas de nombreux CDD. Au 4^{ème} trimestre 2008, les destructions d'emplois salariés marchands non agricoles ont ainsi atteint -88.700, dont -77.000 dans l'intérim. Sous l'hypothèse d'une prolongation de cette tendance moyenne sur l'année 2009 – une hypothèse sans doute prudente et légèrement pessimiste dans la mesure où le 4^{ème} trimestre 2008 a été affecté par des facteurs temporaires -, **les destructions d'emplois en 2009 seraient inévitablement importantes, comme en toute période de crise**, et probablement plus concentrées sur les premiers trimestres de cette année. Elles atteindraient -350.000 avant prise en compte de l'évolution des emplois aidés, qui permettraient à l'emploi total de diminuer moins sensiblement (-290.000 en 2009). **En 2010, à la faveur d'une normalisation graduelle de l'activité en France, les destructions d'emplois seraient presque nulles dans le secteur marchand (-20.000). L'emploi total progresserait légèrement de +33.000 en 2010.**

* * *

Pour amortir les effets de cette crise historique d'origine financière sur l'économie réelle et l'emploi et pour préparer les bases d'une reprise durable de l'activité en France, le Gouvernement - au-delà des nombreuses mesures d'urgence prises dès le mois d'octobre pour débloquer le système financier et maintenir l'accès au crédit des PME - a pris de nombreuses mesures de soutien de l'activité pour 2009 :

- *Relance massive et rapide de l'activité ciblée en priorité sur l'investissement* : plan de relance de 26Md€ annoncé en décembre par le Président de la République et voté par le Parlement en janvier. Le soutien prioritaire à l'investissement est justifié car il constitue le moyen le plus rapide et le plus efficace de protéger l'emploi. Ce plan de relance est coordonné au niveau international et notamment européen, grâce notamment à l'action de la France dans le cadre de sa présidence de l'Union Européenne au 2^{ème} semestre 2008.

Le soutien ciblé sur l'investissement a aussi pour objectif de renforcer la compétitivité de notre économie sans laquelle il n'est pas de créations d'emplois ni de gains de pouvoir d'achat durables. La politique fiscale en faveur de la Recherche & Développement et de l'investissement des entreprises a ainsi pris la forme du triplement du crédit d'impôt recherche, de la suppression progressive de l'IFA et de la Taxe Professionnelle sur les nouveaux investissements en 2009.

- *La protection directe de l'emploi* s'est matérialisée sous de nombreuses formes : extension du contrat de transition professionnelle, exonération de charges patronales pour les embauches des entreprises de moins de 10 salariés, renforcement de l'accompagnement des demandeurs d'emploi par Pôle Emploi, hausse de 100.000 le nombre de contrats aidés

initialement prévus pour 2009, création du Revenu de Solidarité Active pour que les minimas sociaux n'éloignent plus de l'emploi.

- *Des mesures ciblées ont été prise en faveur des populations les plus menacées par la crise* : prime à la cuve (200€), prime de solidarité active (220€), revalorisation de 3% des allocations familiales au 1^{er} janvier, du minimum vieillesse de 6,9% au 1^{er} avril, renforcement du régime de chômage partiel par allongement des durées et augmentation des indemnités (jusqu'à 90% du salaire net), prime de 150€ pour 3 millions de familles modestes avec enfants scolarisés, prime de 500€ pour les demandeurs d'emploi n'ayant pu travailler qu'entre 2 et 4 mois.

* * *

Le gouvernement conserve la même stratégie en matière de finances publiques que celle qu'il a menée depuis le début de la crise :

- **laisser les recettes s'adapter au recul de l'activité**, sans chercher à compenser cette baisse par des hausses de prélèvements obligatoires sur les ménages ou les entreprises. Compte tenu de l'ampleur du recul de l'activité inscrit dans les nouvelles prévisions, c'est la principale explication de la dégradation des comptes publics ;
- **mettre en place un plan de relance** massif pour soutenir l'activité et l'emploi. Conformément aux recommandations de la Commission Européenne, ce plan a été mis en place très rapidement, est centré sur l'investissement afin de soutenir la croissance potentielle et ne pas dégrader « l'actif net » de la nation. Il est temporaire : la quasi-totalité de l'impact en termes de déficit public est concentrée sur 2009. Il est aujourd'hui complété par des mesures de justice proposées par le Président de la République et discutées avec les partenaires sociaux le 18 février et des mesures de soutien au secteur automobile.
- **garder la maîtrise de la dépense publique « courante »** en divisant par deux le rythme tendanciel de progression de la dépense publique, c'est-à-dire passer d'environ 2% de croissance de la dépense par an, en euros constants, à 1%.

Pour **2008**, les informations les plus récentes conduisent à revoir légèrement à la hausse (0,2 point de PIB) le déficit de l'ensemble des administrations publiques, notamment du fait d'une progression plus rapide des dépenses des collectivités territoriales et de certains ajustements de comptabilité nationale sur le compte de l'Etat. Le déficit atteindrait alors 3,4 points de PIB - ce chiffre n'est encore qu'une prévision à ce stade, et que l'INSEE communiquera sa première estimation du déficit public 2008 le 31 mars.

En **2009**, le déficit public se creuserait sous le coup de la dégradation de la conjoncture économique et de l'effet des mesures du plan de relance. En particulier, les recettes de l'Etat et de la sécurité sociale ne progresseraient spontanément que très peu, compte tenu de la faible croissance du PIB en valeur (0,2%) et de l'atonie de la masse salariale dans le secteur privé.

Le déficit budgétaire atteindrait 103,8 Md€ en 2009 soit une révision de 17 Md€ par rapport au collectif voté en janvier. Elle s'explique par :

- les mesures adoptées lors du sommet social du 18 février pour 2,6 Md€ ;
- des prêts et garanties en faveur de l'industrie automobile pour 6,9 Md€ ;
- d'une révision à la baisse des recettes budgétaires due à la modification des hypothèses macroéconomiques pour 7,5 Md€ ;

Ce chiffre masque en réalité deux déficits : un déficit structurel, qui reste trop élevé, mais surtout ce que l'on peut appeler « un déficit de crise ». En effet, le manque à gagner de recettes dû à une croissance inférieure à la moyenne en 2008 et 2009 ajouté à l'ensemble des mesures prises dans le contexte du plan de relance pesant sur le budget de l'Etat s'élève à un peu plus de 60 Md€. Il faut naturellement continuer à lutter contre le déficit structurel, comme le Gouvernement s'y est engagé notamment à travers la RGPP. Mais il faut aussi s'assurer que le déficit de crise, qui doit par définition lutter contre une situation conjoncturelle, reste temporaire. Ajouter à l'heure

actuelle des dépenses pérennes ne ferait qu'aggraver le déficit structurel, réduire la soutenabilité de nos finances publiques et la crédibilité de l'Etat.

Le solde du régime général serait grevé en 2009 par un **fort dynamisme des prestations sociales** (environ 17 Md€ de dépenses supplémentaires) et **un ralentissement marqué des cotisations**, ainsi que des recettes assises sur le patrimoine. Au total le déficit du régime général s'établirait entre 17 Md€ et 18 Md€.

Pour **l'ensemble des administrations publiques** – Etat, sécurité sociale, collectivités territoriales et organismes divers d'administrations centrales –, **le déficit s'établirait à 5,6 points de PIB**. Par rapport à la loi de programmation pluriannuelle des finances publiques, la révision à la baisse de 2 points de PIB de la croissance expliquerait pratiquement toute la révision du déficit, qui était alors estimé à 4,4 points de PIB.

Pour **2010, le déficit s'améliorerait légèrement, à 5,2 points de PIB**. Les dépenses se réduiraient à la faveur de l'extinction des mesures du plan de relance – conformément à leur caractère temporaire – et à la progression très contenue des autres dépenses. Toutefois, la croissance de la masse salariale privée demeurerait faible (1,4%), ne permettant pas aux déficits sociaux de s'améliorer.

En 2011 et 2012, les recettes publiques seraient plus dynamiques que l'activité, compensant leur moindre dynamisme des deux années précédentes. Cela serait notamment dû à une plus forte croissance de la masse salariale, donc des prélèvements sociaux, et de la plupart des recettes fiscales. Le taux de prélèvements obligatoires reviendrait ainsi en 2012 à son niveau de 2008. Couplé à ce rétablissement des recettes, une stricte maîtrise des dépenses permettrait au déficit public de se réduire à 4,0 points de PIB en 2011 et 2,9 points de PIB en 2012.

Comme dans l'ensemble des économies développées en cette période de crise, **le ratio d'endettement public devrait se redresser au cours des prochaines années**, aux environs de 77-78% du PIB en 2010-2011.

Cet alourdissement de l'endettement ne traduit pas un appauvrissement durable des administrations. En effet, la dette publique est par convention mesurée en termes bruts des actifs publics. Or l'alourdissement de l'endettement sur les prochaines années est en partie liée à l'achat d'actifs sains et rentables – *i.e.*, des titres supersubordonnés ou des actions préférentielles souscrits pour renforcer temporairement et contre rémunération les fonds propres des banques et assurer ainsi le crédit dans l'économie, ou des prêts participatifs à l'industrie automobile.

Par ailleurs, **le recours à l'endettement est le reflet mécanique de la relance budgétaire** : il est impératif dans les circonstances actuelles qui imposent la nécessité pour la sphère publique de se substituer temporairement à la sphère privée pour préserver les perspectives de croissance économique des générations futures. Cet endettement vient également financer des infrastructures utiles pour le développement économique de notre pays.

Enfin, **la très mauvaise conjoncture sur les marchés d'actions fait obstacle à des opérations de cessions d'actifs publics non stratégiques** et donc à un désendettement dans des conditions normales.

Chiffres-clés du cadrage macroéconomique et de la trajectoire pluriannuelle de finances publiques 2009-2012

	2009	2010
<i>(taux de variation en volume, sauf indications contraires)</i>		
Croissance du PIB et de ses composantes		
PIB	-1,5	1,0
Dépenses de consommation des ménages	0,4	1,2
Investissement total	-4,1	0,0
<i>dont investissement des entreprises</i>	-7,0	3,7
Exportations	-4,8	0,3
Importations	-4,4	1,4
Contribution du commerce extérieur à la croissance	0,0	-0,3
Prix à la consommation (moyenne annuelle)	0,4	1,4
Compte des ménages		
Pouvoir d'achat du revenu disponible 1/	1,4	1,0
Taux d'épargne (en % du revenu disponible)	16,3	16,1
Marché du travail		
Salaire moyen par tête en valeur	2,0	2,2
Masse salariale privée en valeur	0,0	1,4
Emploi salarié du secteur marchand non agricole (milliers)	-350	-20
Emploi total (milliers)	-290	33
Administrations publiques		
Besoin de financement (% du PIB) 2/	-5,6	-5,2
Variation du solde structurel	-0,7	1,0
Prélèvements obligatoires (% du PIB)	42,5	42,4
Dette publique (% du PIB)	73,9	77,5
Hypothèses internationales		
Prix du baril de Brent (en US\$)	43	43
Cours de l'euro (en US\$)	1,32	1,32
Balance commerciale (biens, données douanières FAB-FAB) (Mds euros)	-33,8	-34,7
PIB en volume		
Etats-Unis	-1,9	0,6
Allemagne	-3,0	0,8
Zone euro	-2,1	0,4

1/ Déflaté par le déflateur de la consommation des ménages.

2/ Besoin de financement au sens de Maastricht.

<i>(en % de PIB sauf mention contraire)</i>	2008	2009	2010	2011	2012
Déficit public	-3,4	-5,6	-5,2	-4,0	-2,9
Progression de la dépense publique (volume, %)	1,2	3,2	0,5	0,9	0,9
Taux de prélèvements obligatoires	42,9	42,5	42,4	42,7	42,9
Variation de solde structurel	-0,3	-0,7	1,0	0,9	0,8
<i>bors plan de relance</i>		0,1	0,2		
Dette publique	67,3	73,9	77,5	78,3	78,1